

Etablissement public du parc national des Calanques
Décision individuelle

N°2016-334

Pétitionnaire : Vice-Amiral Charles-Henri GARIE, commandant du Bataillon des Marins-pompiers de Marseille
Nature de la demande : Manifestation publique / sportive
Localisation : Domaine de Luminy

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'Environnement, notamment ses articles L. 331-4-1 et R. 331-19-1;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'Environnement ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCOeur), notamment le MARCOeur 26 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée par M. Charles-Henri GARIE, commandant du Bataillon des Marins-pompiers de Marseille, en date du 14 décembre 2016 ;

Considérant que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

ARRETE

Article 1

Le Bataillon des Marins-pompiers de Marseille, représenté son commandant, le Vice-Amiral Charles-Henri GARIE, est autorisé à organiser la course pédestre dénommée « Cross-country Epiphanie du BMPM », le vendredi 6 janvier 2017, dans le cœur du Parc national des Calanques, sur le domaine communal et départemental de Luminy.

Article 2

La présente autorisation est délivrée sous réserve que l'organisateur respecte expressément les prescriptions suivantes :

1. Limiter le nombre de participants à 60 coureurs ;
2. Ne procéder à aucun aménagement ou défrichage de quelque nature que ce soit sur le milieu naturel ;
3. Respecter les parcours communiqués dans sa demande d'autorisation, ainsi que le positionnement des postes de ravitaillement en dehors du cœur de Parc national ;

4. Enlever tout matériel mis en place par lui (notamment la signalétique) dès après la manifestation ;
5. Eviter tout abandon de déchets par les participants et le public, et assurer le nettoyage complet des lieux à l'issue de la manifestation ;
6. Faire en sorte que les participants respectent les itinéraires et ne quittent pas les sentiers et les pistes ;
7. Informer les participants que la course se déroule dans le cœur du Parc national des Calanques et des comportements respectueux qui s'imposent ;
8. Informer les encadrants de la réglementation en vigueur à respecter (notamment l'interdiction de fumer) et des comportements à adopter, par les participants comme par eux-mêmes, lors de la manifestation ;
9. Ne mettre en place aucune forme de publicité sur le site ;
10. Faire en sorte que les installations nécessaires à l'épreuve n'entraient en aucun cas l'accès pédestre aux sites de la zone du cœur de Parc national;
11. Ne recourir à aucune sonorisation et ne produire aucun bruit de nature à troubler le calme et la tranquillité des lieux
12. Emprunter en véhicule motorisé exclusivement des voies ouvertes à la circulation publique.

Article 3

La présente autorisation est délivrée pour le vendredi 6 janvier 2017, entre 8h00 et 12h.

Article 4

Le non-respect de l'un de ces articles pourra entraîner le refus de nouvelles autorisations pour des demandes ultérieures de l'organisateur.

Article 5

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques et ne se substitue pas aux obligations de l'organisateur et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de la manifestation.

Article 6

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 20 décembre 2016,

Le Directeur de l'Établissement public
du Parc national des Calanques,



François BLAND

Copie :

- Préfecture des Bouches-du-Rhône
- Conseil départemental des Bouches-du-Rhône
- Ville de Marseille
- Parc national des Calanques / Secteur Interface ville-nature

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.